



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le jeudi 2 mai 1996 — N° 16

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau

QUÉBEC

2 mai 1996

2 mai 1996

Le jeudi 2 mai 1996

N° 16

La séance est ouverte à 14 h 05.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 225 Loi modifiant la Charte de la Ville de Hull — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 23 juin 1996.

(Dépôt n° 90-960502)

M. LeSage (Hull) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 225, Loi modifiant la Charte de la Ville de Hull.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 225 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements

2 mai 1996

et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

—————

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 216 Loi concernant la Régie d'assainissement des eaux usées de Piedmont, Saint-Sauveur et Saint-Sauveur-des-Monts — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 23 juin 1996.

(Dépôt n° 91-960502)

M. Thérien (Bertrand) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 216, Loi concernant la Régie d'assainissement des eaux usées de Piedmont, Saint-Sauveur et Saint-Sauveur-des-Monts.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 216 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

—————

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 203 Loi modifiant la Charte de la Ville de Laval — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 23 juin 1996.

(Dépôt n° 92-960502)

Mme Leduc (Mille-Îles) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 203, Loi modifiant la Charte de la Ville de Laval.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 203 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

2 mai 1996

2 mai 1996

Dépôts de documents

M. Landry, ministre d'État de l'Économie et des Finances, dépose:

Un document d'accompagnement du rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la *Loi sur les valeurs mobilières*, publié en avril 1996, intitulé «Décloisonnement et globalisation: s'adapter aux nouveaux enjeux».

(Dépôt n° 93-960502)

M. Bélanger, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Dumont (Rivière-du-Loup) concernant le programme «Entretien général d'immeubles» offert par le Centre professionnel Vanier de la Commission scolaire Les Écores à Laval – Question n° 1, *Feuilleton et préavis* du 24 avril 1996.

(Dépôt n° 94-960502)

M. Perreault, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Copie de l'entente entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les Mohawks de Kahnawake concernant les services de police sur le territoire de Kahnawake, ainsi que la lettre adressée à M. Robert Perreault, ministre de la Sécurité publique du Québec, et à M. Herb Gray, Solliciteur général du Canada, par M. Joseph Tokwiro Norton, Grand Chef du Conseil mohawk de Kahnawake, confirmant la reconduction de cette entente à compter du 1^{er} avril 1996.

(Dépôt n° 95-960502)

M. Landry, ministre d'État de l'Économie et des Finances, dépose:

Le rapport de l'Inspecteur général des institutions financières sur la tarification en assurance automobile pour l'année 1995.

(Dépôt n° 96-960502)

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31

2 mai 1996

décembre 1995.

(Dépôt n° 97-960502)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition à la séance du 1^{er} mai 1996, sur la motion présentée par M. Gautrin (Verdun). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale dénonce l'incohérence et l'improvisation du gouvernement dans les coupures imposées au secteur de l'éducation qui affecteront inévitablement la qualité de l'enseignement et les services aux étudiants, augmenteront les contributions des étudiants et forceront la hausse des taxes scolaires.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 17 en annexe)

Pour: **37** Contre: **59** Abstention: **0**

Motions sans préavis

M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le mois de la fibrose kystique, afin de sensibiliser la population à l'existence de cette maladie qui affecte principalement les enfants et appuyer les divers groupes bénévoles qui se dévouent quotidiennement à cette cause.

2 mai 1996

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Brassard, ministre des Transports, présente une motion concernant un moratoire sur le projet de tarification proposé par la garde côtière canadienne; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélanger, leader du gouvernement, convoque:

—la Commission des institutions, afin de tenir une consultation générale sur le document du Directeur général des élections intitulé «Document de réflexion, amendements à la *Loi électorale*».

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 10 mai 1996, M. Vallières (Richmond) s'adressera à M. Chevrette, ministre responsable du Développement des régions, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant: «La politique du gouvernement du Québec en matière de développement régional».

2 mai 1996

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Crédits budgétaires

L'Assemblée entreprend le débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires des ministères pour l'année financière 1996-1997.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président informe l'Assemblée, à la suite d'une réunion avec les leaders des groupes parlementaires, de la répartition du temps de parole pour ce débat restreint: cinq minutes sont accordées à chacun des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, le temps non utilisé par les députés indépendants pourra être redistribué et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires des ministères pour l'année financière 1996-1997.

Le débat terminé, M. Pinard, vice-président, informe l'Assemblée que, conformément à l'article 288 du Règlement, ces rapports seront mis aux voix après que l'Assemblée aura statué sur la motion du ministre des Finances présentée à la fin du discours du budget.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi n° 7, Loi modifiant le Code de procédure civile, la Loi sur la Régie du logement, la Loi sur les jurés et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 7 est adopté.

2 mai 1996

Sur la motion de Mme Caron, leader adjointe du gouvernement, le projet de loi n° 7 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

À 17 h 58, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 08.

Adoption du principe

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi n° 130, Loi sur la justice administrative, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 130 est adopté.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le projet de loi n° 130 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi n° 133, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 133 est adopté.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le projet de loi n° 133 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

2 mai 1996

Débats de fin de séance

À 21 h 43, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient un débat de fin de séance entre M. Cusano (Viau) et M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant l'exode des médecins spécialistes en transplantation.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Cusano (Viau) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 2 mai 1996, adressée à M. Jean Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, par Mme Diane Hébert, présidente-fondatrice de la Fondation Diane Hébert, concernant la démission du docteur David Latter, directeur en greffe cardio-pulmonaire à l'hôpital Royal-Victoria.

(Dépôt n° 98-960502)

Copie d'une lettre, en date du 2 mai 1996, adressée à M. Charles McDougall, directeur de l'hôpital Royal-Victoria, par M. Guy Lacoste, greffé cardiaque ayant subi une transplantation à l'hôpital Royal-Victoria, concernant la démission du docteur David Latter, directeur en greffe cardio-pulmonaire à l'hôpital Royal-Victoria.

(Dépôt n° 99-960502)

À 21 h 50, M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 7 mai 1996, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

2 mai 1996

Sur la motion de M. Gautrin (Verdun) débattue lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition à la séance du 1^{er} mai 1996:

(Vote n° 17)

POUR - 37

Beaudet	Cusano	Houda-Pepin	Poulin
Bélanger	Delisle	Johnson	Sirros
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Dionne	Kelley	Thérien
Benoit	Dumont	Lafrenière	Vallières
Bergman	Farrah	LeSage	Williams
Bordeleau	Filion	Maciocia	
Brodeur	Fournier	Marsan	
Chagnon	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	
Chenail	Gautrin	Mulcair	
Cherry	Gauvin	Ouimet	
Copeman	Gobé	Paradis	

CONTRE - 59

Barbeau	Bouchard	Facal	Laurin
Beaudoin	Boulerice	Gagnon	Leduc
Beaulne	Bourdon	Gaulin	Léonard
Beaumier	Brassard	Gendron	Létourneau
Bégin	Brien	Harel	Malavoy
Bélanger	Caron	Julien	Marois
(<i>Anjou</i>)	Carrier-Perreault	Jutras	Ménard
Bertrand	Charest	Kieffer	Morin
(<i>Charlevoix</i>)	Cliche	Lachance	(<i>Dubuc</i>)
Bertrand	Côté	Landry	Morin
(<i>Portneuf</i>)	Désilets	(<i>Bonaventure</i>)	(<i>Nicolet-Yamaska</i>)
Blackburn	Dion	Landry	Paillé
Blais	Dionne-Marsolais	(<i>Verchères</i>)	Paquin
Boisclair	Doyer	Laprise	Paré

2 mai 1996

Pelletier
Perreault
Perron

Rioux
Rivard
Robert

Rochon
Simard
(*Richelieu*)

Trudel
Vermette

ABSTENTION - 0